

Direction Générale des Services
GB/TM/MNA

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2020370

Portant dérogation à la règle du repos dominical des commerces de détail alimentaire

-

Année 2021

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron »,

Vu le Code du Travail et notamment ses articles L.3132-1 et suivants, R.3132-1 et suivants, R.3164-1,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2012 inscrivant la Commune du Lavandou sur la liste des communes touristiques dans lesquelles les dérogations au repos dominical au titre de l'article L.3132-25 du Code du Travail ont vocation à être accordées pour les établissements de vente au détail,

Vu la délibération n°11/2020 du conseil de la Communauté de Communes « Méditerranée Porte des Maures » en date du 3 septembre 2020 émettant un avis favorable à l'ouverture des commerces de détail alimentaire en 2021 pour les dimanches 27 juin ; 4, 11, 18 et 25 juillet ; 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 août ; et 19 et 26 décembre,

Vu la délibération n°2020-111 en date du 12 octobre 2020 dans laquelle le conseil municipal émet un avis favorable à l'ouverture des commerces de détail alimentaire en 2021 pour les dimanches 27 juin ; 4, 11, 18 et 25 juillet ; 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 août ; et 19 et 26 décembre,

Considérant que la loi n°2015-990 du 6 août 2015 susvisée permet aux commerces de détail d'ouvrir de façon ponctuelle, par décision du Maire, après avis du conseil municipal dans la limite de 12 dimanches par an,

ARRETE

Article 1 : Les établissements de commerce de détail alimentaire où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche sont autorisés à déroger à la règle du repos dominical des salariés pour l'année 2021 pour les dimanches suivants : 27 juin ; 4, 11, 18 et 25 juillet ; 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 août ; et 19 et 26 décembre,

Article 2 : Cette dérogation doit s'effectuer dans le respect du droit du travail.

Article 3 : Un recours pourra être déposé contre le présent arrêté municipal devant le Tribunal Administratif de Toulon, sis, 5, rue Racine, B.P. 40510 – 83041 TOULON Cedex 9 – dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas et les services de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Lavandou, le 20 octobre 2020

Le Maire
Gil Bernardi

